Femmes et logement : Un dossier à ouvrir et New Visions : Atlantic Women and Housing Conference

Winnie Frohn

Volume 2, numéro 1, 1989

Lieux et milieux de vie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057545ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057545ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Frohn, W. (1989). Compte rendu de [*Femmes et logement : Un dossier à ouvrir et New Visions : Atlantic Women and Housing Conference*]. *Recherches féministes*, 2(1), 149–151. <https://doi.org/10.7202/057545ar>

domestiques voire, des domestiques en grand nombre. Pourtant l'image a perduré, transmise surtout par la littérature. » Son étude démontre en effet que seules 3 familles sur 1 000 correspondent au stéréotype. « Notre étude n'aura-t-elle réussi qu'à en faire prendre conscience et à rectifier certaines idées reçues qui nuisent à une juste perception de l'époque, qu'elle aura contribué à faire progresser la connaissance et la compréhension du XIX^e siècle canadien » (p. 203).

Lacelle conclut son étude en énumérant les nombreux aspects qu'elle a dû laisser de côté, « préoccupée que nous étions par les besoins de la restauration et de l'interprétation du passé des maisons historiques » (p. 199) : conceptions du travail des femmes, féminisation de ce type d'emploi, analyse du discours formel sur la tâche, débat sur le rôle de l'institution du service en rapport avec les transformations économiques et sociales, entre autres, sur les théories de l'urbanisation et de la modernisation.

Cet excellent ouvrage fournit cependant beaucoup d'éléments qui permettront de documenter les points de vue variés sur toutes ces questions. On ne peut que regretter que l'auteure n'ait pu y inclure également des descriptions de la technologie domestique et de son évolution au XIX^e siècle, domaine par excellence de l'histoire de la culture matérielle. En dépit de cette lacune, l'étude de Lacelle restera la référence obligée pour l'étude des domestiques dans notre pays.

Micheline Dumont
Département de sciences
humaines (Histoire)
Université de Sherbrooke

Femmes et logement. Un dossier à ouvrir. Actes du colloque Femmes et logement. Montréal, Information-Ressources Femmes et Logement, 1988.

New Visions. Atlantic Women and Housing Conference. St-Joseph, N.B., Memramcook Institute, 1988 et en annexe, *Designing for Ourselves*.

Deux colloques ayant comme thème les femmes et le logement ont eu lieu en 1987 : une première au Canada et une première au Québec. Symptôme de nouvelles préoccupations féministes ? De toute manière, symptôme d'une situation grave et urgente, mais aussi manifestation d'un volonté des femmes de changer cet état des choses.

Ces deux colloques sont issus, cependant, de processus différents. *New Visions* était parrainé par The Nova Scotia Association of Social Workers, qui a mis sur pied un comité pour organiser une série de colloques régionaux dans les provinces maritimes pour finalement aboutir au colloque de St-Joseph. Environ 130 personnes ont participé à celui-ci comme représentantes des colloques régionaux ou de groupes concernés : des gouvernements, des agences privés, des groupes communautaires, etc. Les objectifs de ces femmes étaient la conscientisation, l'information, la possibilité de créer un réseau et la planification

de stratégies et d'actions. Les résultats tangibles du colloque sont le rapport, *New Visions*, et un cahier, *Designing for Ourselves*, qui donne, dans l'optique des besoins des femmes, des idées de base sur l'architecture, l'aménagement et l'intégration dans la communauté. Huit groupes de travail ont été formés dans le but de réfléchir sur : l'association des locataires de HLM, la formation d'un réseau de femmes intéressées au problème du logement, la sensibilisation et un centre de ressources, l'action politique, le « design » et l'aménagement dans la communauté, l'éducation sur les droits des locataires de HLM et les coopératives de travail pour les femmes. Le rapport *New Visions* explique et évalue le processus qui a mené jusqu'au colloque, donne un résumé des discussions dans les plénières, les ateliers et les groupes de travail, et enfin, énumère une série de recommandations.

Le colloque de Montréal partait de l'initiative d'Information-Ressources Femmes et Logement, un groupe provincial mis sur pied à la suite de la parution du rapport d'enquête *Discrimination, harcèlement et harcèlement sexuel* en 1986. Plus de 150 personnes, pour la plupart membres de groupes communautaires, y sont venues d'un peu partout au Québec. Les objectifs étaient de s'informer, de mettre en commun les analyses et les expériences, d'établir des contacts et de trouver des solutions. Le rapport *Un dossier à ouvrir* reproduit les discours d'ouverture : trois présentations sur la situation économique de la femme et les problématiques femme et logement et un témoignage. Ensuite on trouve les textes et les résumés des discussions des ateliers traitant d'une dizaine de thèmes (les femmes dans les quartiers centraux, la sécurité dans les logements, la discrimination, la femme âgée et le logement, le harcèlement, les besoins de logement, l'aménagement, les solutions de remplacement, les familles monoparentales et les immigrantes). Enfin, un bref résumé de la plénière précède la liste des participants.

Notons, en passant, que les deux rapports sont agrémentés de photos, de dessins, et malgré le sujet plutôt triste, d'humour.

Qu'est-ce qu'on peut conclure de ces deux rapports ? Un des éléments majeurs c'est la pauvreté des femmes, particulièrement des femmes âgées et des femmes seules avec enfants. En 1981, dans la région métropolitaine de Montréal, presque le tiers des familles monoparentales consacraient 50% ou plus de leur revenu brut au loyer (*Un dossier à ouvrir*, p. 30). Pour ces femmes, l'alternative est souvent se nourrir ou payer le loyer — « heat or eat ». Les participantes ont réalisé aussi que le logement ne doit pas être pris de façon isolée puisqu'il faut aussi tenir compte de la sécurité, de la disponibilité des services (cordonnerie, terrains de jeux, garderie) et du transport en commun. Dans le cas des Amérindiennes (*New Visions*) ou des immigrantes (*Un dossier à ouvrir*), plusieurs formes de discrimination s'ajoutent.

Les deux colloques soulignent la gravité de la situation. Quelles sont les solutions ? Il semble que les femmes ne veulent pas nécessairement devenir propriétaires de leur logement mais plutôt le contrôler. Les futurs programmes gouvernementaux, qui sont actuellement inadéquats ou inexistantes, devraient tenir compte de cette réalité. Tout comme ils devraient tenir compte, non pas uniquement du logement sécuritaire à bon marché, mais aussi des services qui doivent être disponibles pour permettre aux femmes une véritable autonomie. Les mesures pour sortir les femmes de leur isolement sont nécessaires pour

permettre que l'entraide et la solidarité provoquent leur prise en main. Un effort s'impose aussi pour sensibiliser la société aux problèmes de logement que vivent les femmes mais aussi à la discrimination et aux préjugés dont elles sont victimes. Enfin, les colloques nous montrent éloquemment que des individus et les groupes communautaires font un énorme travail sans avoir la législation et les programmes appropriés ni l'appui des gouvernements et des groupes dominants dans notre société. Quand la société reconnaîtra-t-elle que le logement est un droit, pas un privilège ?

Winnie Frohn
Conseillère municipale (RP)
Québec

Note

1. Un document de référence, préparé par Diane Morissette pour le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme et intitulé *Le logement pour les Canadiennes : une préoccupation de tous les jours*, est paru en mars 1987.

**Gerda R. Wekerle, *Women's Housing Projects in Eight Canadian Cities*.
Ottawa, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1988,
190 pages.**

Depuis quelques années, l'information sur la question des femmes et du logement au Canada a été particulièrement florissante. La plus grande partie des études traitait du problème du besoin de logement. La publication de Gerda Wekerle était très attendue, car elle aborde l'offre de logement plutôt que la demande. L'auteure, qui est reconnue pour son apport considérable à la recherche sur les femmes et leur milieu environnant, y fait état de l'étude qu'elle commença en 1985 avec Joan Simon, décédée hélas trop jeune, de cinq coopératives d'habitation pour femmes et cinq projets de maisons de transition (« second-stage housing projects »). Cet ouvrage sera d'un grand intérêt pour de nombreuses lectrices, mais plus particulièrement pour ceux ou celles qui sont impliqués dans le développement de logement pour les femmes, du fait qu'il jette un regard très pragmatique sur les expériences des pionnières de ces projets.

Il s'en dégage deux points particulièrement suggestifs pour des projets futurs. Premièrement, un projet de logement pour les femmes aura d'autant plus de succès s'il est développé en étroite collaboration avec le mouvement ou la communauté des femmes, et au travers cette communauté, avec des organismes à but non lucratif œuvrant dans le champ du logement, qui leur apportent une expertise et un soutien. Il est donc important pour les féministes de continuer et d'accroître leur association avec des groupes de pression en matière de logement. Deuxièmement, il faut constater qu'en pratique les organismes gouvernementaux qui s'occupent de logement résistent toujours au financement d'espaces non résidentiels, tels des lieux de rencontre ou de travail dans les coopératives, ce qui est pourtant nécessaire à l'expérimentation de nouveaux